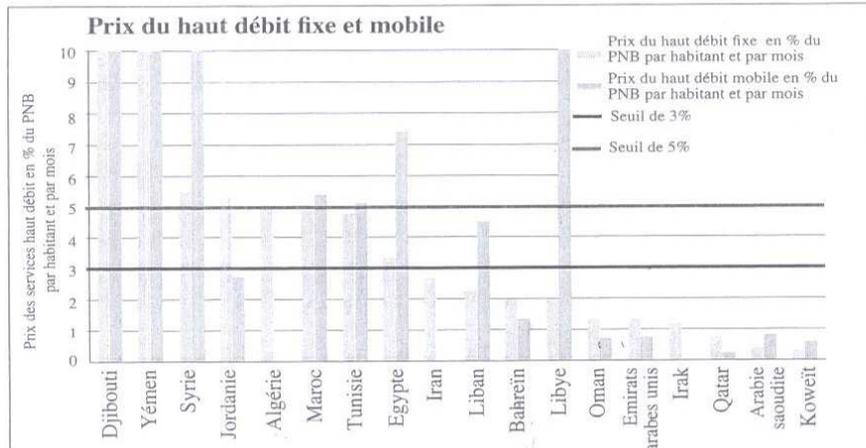


Internet haut débit: Trop cher et inaccessible!

- Un rapport explosif de la Banque mondiale
- Il n'y a pas assez de concurrence dans les services télécoms
- Le Maroc est bien en avance sur plusieurs pays dans la région Mena

VOILÀ un rapport qui risque de faire grand bruit dans les quartiers généraux des opérateurs télécoms et à l'Agence de régulation (ANRT). Les services internet haut débit (fixe et mobile) sont trop chers et inaccessibles pour la majorité de la population au Maroc. Et pourtant, sur le plan des réformes dans les télécoms, le Royaume est en avance sur les pays de sa région, voire « le plus performant » de tous. C'est la Banque mondiale qui l'affirme dans un



Sources: PIB par tête: Banque mondiale, dernières données disponibles, Prix: Banque mondiale, sur la base d'informations fournies par les opérateurs.

Remarque: Les données relatives à la Bande de Gaza et à la Cisjordanie ne sont pas disponibles. Valeurs pour Djibouti, HD fixe 22,09%; HD mobile: 77,15%. Valeurs pour le Yémen: HD fixe: 9,97%; HD mobile: 12,86%. Valeurs pour la Syrie: HD fixe: 13,77%. Valeurs pour la Libye: HD mobile: 32,38%.

Dans la région Mena, les prix du haut débit fixe représentent en moyenne à peu près 3,6% du revenu mensuel moyen par habitant, alors que les prix du haut débit mobile se situent à 7,7% de ce même revenu. Djibouti, la Syrie et le Yémen sont significativement au-dessus du niveau des 5%. Bon nombre d'autres pays (Algérie, Égypte, Jordanie, Libye, Maroc et Tunisie) ont atteint ce niveau qui rend possible le décollage rapide du haut débit, selon la Banque mondiale

retentissant rapport publié hier sur «des réseaux haut débit en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (Mena)».

«Un ménage représentatif appartenant aux 40% les plus démunis de la population devrait payer 33% de son revenu disponible pour avoir accès au haut débit mobile», constatent les auteurs du rapport. Ce même ménage déboursierait près de 30% de son revenu disponible pour avoir accès au haut débit fixe. La situation est légèrement plus favorable pour les 60% les plus pauvres de la population en termes de revenu. L'accès au haut débit mobile leur coûtera près de 26% de leur revenu disponible et celui du haut débit fixe près de 23% du revenu. S'il y a bien un axe sur lequel il faut travailler, c'est donc bien celui des niveaux des prix moyens. L'institution internationale s'interroge ouvertement sur la concurrence dans les services télécoms. Et pas seulement pour le marché marocain.

Pour faire des services haut débit et de la production de contenu un vecteur de création d'emplois et d'inclusion, la Banque mondiale estime qu'il faudra un peu plus de concurrence entre les différents services de télécommunications. Ce qui permettra d'augmenter «la consommation du haut débit sur les réseaux déjà en place rendue possible par la baisse des prix des téléphones portables et autres appareils».

Ceci étant, la situation au Maroc est bien meilleure (tout est relatif) que dans plusieurs pays de la région Mena où le haut débit est encore dans sa phase d'émergence. En Tunisie, «les 20% les plus pauvres de la population devraient consacrer plus de 40% de leur revenu disponible pour s'offrir le haut débit, fixe ou mobile». Dans nombre de pays où le haut débit est encore en phase d'émergence (Djibouti,

Syrie, Yémen), le haut débit, aussi bien fixe que mobile, est loin d'être abordable pour au moins 60% de la population.

La région Mena souffre encore d'un déficit d'infrastructure haut débit, d'une absence de concurrence et des prix élevés... «Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord accusent du retard par rapport à d'autres régions du monde dans le déploiement des réseaux haut débit, l'accès à l'internet et son utilisation, et la création des contenus numériques», soulignent les experts de la Banque mondiale. Plusieurs pays d'Afrique du Nord (Algérie et Maroc) et du Levant (Iran) ont «soit ralenti, et dans le meilleur des cas juste maintenu les efforts

entrepris jusque-là pour s'appuyer sur les TICs dans leur processus de transformation économique et sociale vers des activités davantage fondées sur la connaissance et des sociétés plus ouvertes».

La BM liste les principaux obstacles au développement des réseaux haut débit. Des failles sont visibles à travers «la connectivité internationale, la connexion à la dorsale nationale (et backhaul), et la connectivité en accès local...». «La révision des régimes de licences, de tarification, de l'accès ouvert au réseau et de la levée des accords d'exclusivité entre entreprises de services publics et opérateurs sont autant de facteurs essentiels pour une exploitation optimale de l'infrastructure fibres optiques installée», recommande la Banque mondiale.

Plusieurs tentatives ont eu lieu pour réaliser une infrastructure terrestre cohérente. Mais un seul câble à fibres optiques (Ibn Khaldoun) assure la connectivité à haut débit au niveau régional entre la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. De plus, il n'y a pas de connexion terrestre transfrontalière entre la Libye et l'Égypte à même d'assurer la continuité optique entre tous les pays d'Afrique du Nord. La concurrence au niveau de la connectivité transfrontalière n'existe que dans trois de ces cinq pays (Bahreïn, Jordanie, Maroc, Oman et Arabie Saoudite) où il y a également concurrence en matière de connectivité sous-marine internationale. □

Fatim-Zahra TOHRY